

1894
(96)
2

de l'opposition, depuis un grand nombre d'années, a été tellement changeante, qu'ils paraissent eux-mêmes ne plus savoir où ils en sont. Nous avons vu l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) nous tracer le tableau le plus fantaisiste possible de la réciprocité absolue. Après lui, vint l'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton) qui a appuyé la même idée. En troisième lieu, survint l'honorable député de Queen (M. Davies, I.P.E.), qui voudrait avoir—ainsi qu'il dit—le traité de réciprocité le plus large possible, en conformité de l'indépendance commerciale et virtuelle du Canada. C'est une condition à large marge, mais au fond que signifie cela? Que signifie l'indépendance pour le peuple canadien? Nous savons parfaitement bien que si nous arrivions à l'indépendance, nous n'y demeurerions pas longtemps, mais que nous serions promptement absorbés par les États-Unis. Arrive ensuite l'honorable député de Brant-sud (M. Paterson), qui voudrait avoir le commerce le plus libre possible avec les États-Unis, pourvu que cela s'accorde avec la dignité et l'honneur, et la stabilité des deux pays.

Que désire l'honorable député de Bothwell (M. Mills)? Il veut un revenu des douanes. Comment arriver à concilier tout cela? Les gens du Canada qui veulent placer leur argent, ici, le placeront-ils sous un régime politique aussi vaguement défini, et aussi incertain? Soyez bien convaincus que c'est cette incertitude qui a laissé ces honorables messieurs dans l'ombre, et que c'est la même cause qui a réellement retardé les progrès du pays, à raison de leur influence sur leurs partisans. Le temps est venu de préciser nos mouvements. Comme l'a dit Salluste: Réfléchissez longuement sur ce que vous devez faire, et quand vous aurez pris une décision, agissez en conséquence. Telle a été la doctrine du parti conservateur pendant bien des années, au Canada, et c'est ce qui lui a valu les succès qu'il a remportés partout. Ceux qui ont parcouru le pays, en tous sens, comme je l'ai fait, depuis longtemps, devraient savoir apprécier les résultats de cette politique. Il n'y a pas longtemps, je me rendais à la côte du Pacifique, accompagné de lord Derby, et me trouvant là, pour la deuxième ou troisième fois, je pouvais juger des progrès opérés dans le pays. Je n'ai pu me défendre d'admirer les progrès qui s'accusaient de tous côtés. Des cités, des villes, des villages surgissaient de toute part, et toutes les industries paraissaient prospérer. Me dira-t-on que ce n'est pas là une preuve de prospérité dans le pays? Nous devons considérer les efforts du peuple d'abord, et les résultats de ces efforts, et lorsque le pays nous fournit des preuves de progrès et de prospérité de ce genre, nous devrions être franchement satisfaits de la politique qui a si bien réussi aux mains du parti conservateur. Voulez-vous avoir une preuve évidente de la prospérité du pays? Vous la trouverez dans les tableaux du commerce avec l'étranger, spécialement, en établissant un parallèle entre les rapports de 1878 et ceux de 1893. Notre commerce d'exportations et d'importations, l'année dernière, s'est élevé à une valeur de \$247,638,629, contre \$172,405,545, en 1878. N'est-ce pas là du progrès? Je crois que ces chiffres ne rendent pas l'idée complète des changements considérables qui ont eu lieu, car nous savons que la valeur des produits a considérablement changé. Il est évident qu'en quinze années, de grands changements ont dû se produire dans le pays. Nous constatons ces changements, non seulement ici, mais

ailleurs également, et les hommes publics du Canada ont dû proportionner leurs revenus et leurs efforts aux progrès du siècle dans lequel ils vivent. Les circonstances de jadis qui exigeaient une politique différente ont disparu, et nous devons adopter une politique plus énergique et plus vigoureuse pour le temps présent, comme l'a fait le ministre des Finances à cette session.

Il y a d'autres entreprises commerciales sur pied. Nous savons qu'il s'établit en ce moment un commerce interprovincial et provincial qui doit puissamment contribuer au développement du commerce général du pays.

L'honorable député qui a proposé l'amendement nous a dit, en termes éloquentes, qu'il tout prendre, notre progrès commercial se réduit à peu de chose et est comparativement insignifiant. Les faits corroborent-ils cette prétention? Loin de là. S'il en était ainsi, comment expliquerait-on qu'en 1878, il a suffi de \$29,811,834 en billets du Canada et en billets de banque, pour la transaction des affaires du pays, tandis qu'il en a fallu \$51,921,906, en 1893, pour les mêmes fins. L'escompte dans les banques était de \$124,888,560 en 1878 et de \$226,000,000 en 1893; ce qui n'empêche pas l'opposition de prétendre qu'il y a un peu d'amélioration dans les affaires du pays. Les chiffres que je viens de citer donnent-ils raison aux adversaires du gouvernement? Au contraire, ils prouvent que depuis quinze ans, il s'est accompli des progrès sans précédents dans toutes les branches du commerce d'un bout à l'autre du Canada, et malgré cela, on n'en continue pas moins à nous faire des descriptions désespérantes et à tout nous montrer sous les couleurs les plus sombres.

Si les affaires du pays ont très peu augmenté, comment se fait-il qu'en 1893, elles aient nécessité la mise en circulation d'une somme de \$226,000,000? N'est-il pas consolant de voir que la politique nationale a non seulement augmenté le commerce intérieur du pays, mais a aussi accru notre commerce avec l'Angleterre, qui trouve aujourd'hui une concurrence redoutable dans les États-Unis. Ce fait seul a porté les Canadiens, qui, tout en chérissant leur pays et leurs foyers, aiment aussi la mère-patrie, à se mettre à l'œuvre avec plus d'énergie que jamais, pour prouver qu'ils ont pleine confiance dans le pouvoir qui les protège, et qu'ils sont capables d'accomplir seuls leurs destinées.

Nos exportations en Angleterre étaient de \$45,941,539 en 1878 et de \$64,080,493, en 1893; nos importations qui étaient de \$37,431,180 en 1878, se sont élevées à \$43,148,413, en 1893.

Les honorables députés de la gauche nous disent souvent que le tarif, dans son ensemble, pèse plus sur les importations d'Angleterre que sur celles des États-Unis. Ce reproche est-il fondé? Que constate-t-on en étudiant la question? On constate qu'environ 40 pour 100 des produits que nous importons des États-Unis, sont admis en franchise, tandis que pour les produits importés d'Angleterre, cette proportion n'est que de 25 pour 100. La prétention de la gauche est donc insoutenable. Plus on étudie, plus on scrute les libéraux, plus on découvre clairement la fausseté des déclarations qu'ils ne cessent de faire au peuple.

On constate aussi un accroissement commercial avec les Antilles et avec l'Australie, et il m'a fait plaisir d'entendre le ministre de l'Industrie et du Commerce exprimer sa conviction que notre commerce avec ce dernier pays va devenir très considé-

114513